



Comité économique
et social européen
Groupe des Employeurs

Newsletter

Mars 2024

Existe-t-il un moyen de réparer l'Organisation mondiale du commerce?



© Shutterstock/Noom_Studio

Avant d'arriver à Abou Dhabi, les sept membres formant notre délégation du CESE savaient que les perspectives de succès n'étaient pas optimales, dans la mesure où la situation de l'OMC reflète la crise actuelle de nos sociétés — une reprise lente après la COVID-19, un protectionnisme croissant et la nécessité d'intégrer de nouveaux défis liés au climat, à la durabilité et à l'industrie dans un ordre mondial de plus en plus chahuté et multidimensionnel. Cette impression a été confirmée lors des différentes sessions de travail et manifestations parallèles de la conférence ministérielle auxquelles nous avons assisté. L'organisation reste la base et la cause explicative du succès de l'ordre

commercial multilatéral fondé sur des règles, et elle continue d'attirer de nouveaux membres, puisque nous avons célébré l'adhésion des Comores et du Timor-Oriental. Toutefois, l'OMC a aussi besoin d'une remise en ordre majeure, de son système de règlement des différends, d'abord, lequel devrait garantir l'application de ses règles, et de son fonctionnement, ensuite, l'enjeu étant de pouvoir démontrer que le commerce international contribue à atténuer le changement climatique, et qu'il traite les pays les moins avancés de manière équitable, tout en allant de l'avant pour relever les défis d'une économie plus numérisée et plus verte.

Au cours de ces multiples événements, l'évaluation de la situation que nous avons partagé avec nos interlocuteurs s'est trouvée malheureusement confirmée lors du bilan final: l'état global de la politique internationale et ses divisions ont empêché la réalisation de la plupart des objectifs déclarés. En conséquence, une solution possible à toutes les questions sensibles a été reportée à la prochaine conférence ministérielle qui se tiendra au Cameroun en 2026.

En tant qu'institution multilatérale très vaste et fondée sur le consensus, l'OMC a toujours eu du mal à concilier la diversité des intérêts de ses membres. Cette fois-ci, toutefois, l'esprit de coopération a pâti d'une très nette prévalence des intérêts et considérations nationales aux dépens des besoins, ambitions et enjeux collectifs — et ce, alors même que chacun, sur le papier, réaffirmait son engagement.

C'est ainsi, que, après le succès très apprécié de la 12e conférence ministérielle (Genève, 2022) lors de laquelle a été décroché le premier accord sur les subventions à la pêche, qui, pour la première fois, a officiellement intégré la durabilité dans un texte contraignant de l'OMC, les membres n'ont pas réussi cette année à donner suite à un accord de «deuxième vague». Il s'agit là d'une grande déception, mais les pourparlers sur le projet d'accord se poursuivront à Genève, dans l'espoir de trouver une solution d'ici à la prochaine conférence ministérielle.

De manière plus prévisible, mais pas moins inquiétante, aucun accord n'a été trouvé sur l'agriculture, où des différences politiques profondes et motivées sur le plan interne entre les membres se sont révélées trop aigües pour être comblées, en particulier en une année d'élections pour les principaux acteurs concernés, et au premier chef l'Inde, et son programme de détention de stocks publics politiquement crucial.

Il en va de même pour la réforme du mécanisme de règlement des différends, dont l'inactivité forcée au cours des cinq dernières années constitue probablement la menace la plus pressante pour la légitimité, le fonctionnement et même la raison d'être de l'OMC: toutes les parties ont apprécié le travail accompli, mais il est clair que de nouvelles négociations sont nécessaires pour obtenir un résultat significatif. Bien que l'engagement officiel de parvenir à un accord d'ici



© European Union, 2024. Source: EESC.

la fin de 2024 soit toujours maintenu, cette question devrait rester au premier rang des priorités de l'OMC, au moins jusqu'à la prochaine conférence ministérielle.

Le seul résultat concret obtenu a été la prolongation du moratoire sur les tarifs du commerce électronique jusqu'en 2026, poursuivant une pratique en vigueur depuis 1998 et qui est l'un des piliers du commerce numérique mondial (et de l'économie) tel que nous le connaissons. Même si seuls les très rares membres opposés l'ont admis, la condition qu'il s'agissait du dernier renouvellement a été posée, à moins qu'un vote unanime lors de la prochaine réunion ministérielle ne renverse cette décision. Il s'agit d'une différence subtile, mais significative sur le plan politique, et il est à espérer que ces deux années apporteront de nouvelles preuves de l'incidence négative de l'introduction de taxes sur le commerce électronique, en particulier pour ceux qui les imposent.

Il semble de plus en plus évident que, face à des conditions géopolitiques qui empêchent les progrès multilatéraux, la première priorité de l'Union européenne devrait être de consolider et, si possible, d'élargir son réseau d'amis et de partenaires de confiance. Nous espérons que la prochaine Commission et le prochain Parlement poursuivront cet effort fondamental.



À propos de l'auteur:

Dimitris Dimitriadis

Président de la section Relations extérieures du CESE

Membre du groupe des employeurs du CESE

Le président Stefano Mallia en Finlande

AMÉLIORER LA COMPÉTITIVITÉ EST UNE PRÉOCCUPATION ESSENTIELLE

Stefano Mallia, président du groupe des employeurs du CESE, ainsi que Mira-Maria Danisman, Teppo Säkkinen et Päivi Wood, membres finlandais dudit groupe, ont rencontré plusieurs acteurs clés du monde des affaires et de la politique au cours d'une visite de deux jours à Helsinki. Ce déplacement était le dernier d'une série de visites organisées dans les États membres pour discuter de la situation des entreprises qui y sont implantées. Il ressort de ces visites qu'améliorer la compétitivité constitue une préoccupation majeure, qui nécessite notamment de réduire la charge administrative, comme la visite en Finlande n'a pas manqué de le confirmer.

Lors de sa mission en Finlande, Stefano Mallia a rencontré Anders Adlercreutz, ministre finlandais des affaires européennes et de la gouvernance d'entreprises, pour échanger des vues et des idées concernant le marché unique, vu comme un outil dont l'Union peut



tirer parti pour améliorer la compétitivité sur la scène mondiale et offrir un environnement plus favorable aux entreprises. Il a aussi visité un certain nombre d'entreprises finlandaises de différents secteurs,

dont le chantier naval Helsinki Shipyard, la société énergétique Helen, les entreprises IQM Quantum Computers et Bluefors, spécialisées dans l'informatique quantique et la cryogénie, ainsi que Nordea, la plus importante banque nordique. Une autre rencontre s'est tenue au sein du centre d'excellence européen pour la lutte contre les menaces hybrides.

Le programme de la visite comprenait également des réunions avec des organisations dont sont issus des membres du CESE, ainsi qu'avec la Confédération des industries finlandaises, la Chambre de commerce

de Finlande, ou encore la Fédération des entreprises finlandaises. La première réunion s'est concentrée sur la situation du marché du travail finlandais et sur les réformes qu'il nécessite de toute urgence, tandis que la seconde a permis d'analyser et de recenser les priorités communes des entreprises dans la perspective des élections européennes et des prochains mandats.

Au cours de sa visite, M. Mallia a été interviewé par le journal en ligne de la Fédération des entreprises finlandaises Yrittäjä. Vous trouverez ci-dessous un extrait de cette entrevue.

Entretien avec Stefano Mallia à Yrittäjä «IL CONVIENT DE RÉALISER LA TRANSITION ÉCOLOGIQUE DE MANIÈRE À POUVOIR EN MÊME TEMPS CRÉER DES ENTREPRISES ET À LEUR PERMETTRE DE CROÎTRE»

Le président du groupe des employeurs du Comité économique et social européen Stefano Mallia défend de multiples manières la position des entrepreneurs et des entreprises au sein de l'Union européenne.

Les élections européennes sont à présent toutes proches. En juin, les citoyens des États membres de l'Union européenne éliront leurs représentants au Parlement européen, qui prendront les rênes du pouvoir pour les cinq années qui suivront. Lorsque l'on demande à l'acteur central et influent de l'Union européenne qu'est Stefano Mallia quel sera le plus grand défi pour les entreprises européennes au cours des cinq années qui viennent, sa réponse fuse immédiatement.

- La transition écologique, déclare-t-il.

Selon M. Mallia, en s'engageant dans la transition vers une économie et une croissance plus durables sur le plan écologique, il importe de se préoccuper dans le même temps des possibilités pour les entreprises de réussir.

- Il convient de réaliser la transition écologique de manière à pouvoir en même temps créer des entreprises et à leur permettre de croître. Lorsque les entreprises se portent bien, c'est toute la société qui se porte bien. Les entreprises créent des emplois supplémentaires et génèrent des recettes fiscales pour la société.

Il faut réduire la bureaucratie

Une tâche notoire du groupe des employeurs du CESE a consisté ces dernières années à exercer son influence en vue de débroussailler résolument la jungle bureaucratique qui contraint les entreprises.

- Au cours des cinq dernières années, la Commission a présenté de nouveaux textes législatifs notamment en matière de politique sociale et d'environnement. Si ces thèmes ne posent en soi aucun problème, la Commission a semblé tenir pour évident que ces nouvelles dispositions n'auront aucune incidence sur les entreprises et que celles-ci poursuivront leurs activités normalement, y compris en pleine période de pandémie de COVID-19 et d'inflation.

M. Mallia affirme qu'il importe notamment de faire comprendre à la Commission qu'il convient de supprimer les larges obligations de rapport des PME.

Selon M. Mallia, la Commission a depuis lors changé sa ligne d'action et elle fait à présent du renforcement de la compétitivité son principal cheval de bataille.



© Milla Rautainen.

- Chaque fois que l'on prépare une nouvelle législation, l'attention portée à la compétitivité des entreprises doit y occuper une place centrale. Il convient de veiller à ce que les entreprises puissent croître.

À titre d'exemple concret des défis qui se posent ces derniers temps pour les entreprises européennes, M. Mallia fait état du retard dont souffre l'Europe, par rapport à la Chine et aux États-Unis, lorsqu'il s'agit de développer et de mettre sur le marché des innovations technologiques telles que l'intelligence artificielle.

- En outre, notre système éducatif n'est pas à même d'apporter une réponse suffisamment rapide aux besoins de compétences que requièrent les nouvelles technologies.

Voter aux élections européennes, c'est important

M. Mallia concède que l'Union européenne connaît certes ses propres défis et problèmes, mais il estime que dans l'ensemble, l'Union a réalisé beaucoup de bonnes choses.

Selon lui, l'Union européenne joue un rôle pionnier par exemple en matière de lutte contre le changement climatique. En outre, l'Union a créé un marché commun de croissance pour les entreprises, qui se donne pour objectif de renforcer la compétitivité et le bien-être en Europe.

Pour les entrepreneurs, cela vaut la peine de voter pour amener au Parlement des personnes qui se préoccupent de la position des entreprises et des entrepreneurs. Ne pas voter, c'est céder à d'autres le pouvoir de décider. Le vote aux élections européennes peut aussi empêcher l'arrivée au pouvoir de groupes extrémistes.

Lisez l'interview complète de Milla Rautainen ici: <https://www.yrittajat.fi/uutiset/eu-vaikuttaja-stefano-mallia-vihrea-siirtyma-toteuttava-niin-etta-samaan-aikaan-yrityksia-voidaan-perustaa-ja-ne-voivat-kasvaa/>

Les organisations d'employeurs européens multiplient les appels pour réduire les entraves au marché unique

Le nouveau cycle législatif européen 2024-2029 sera décisif pour la compétitivité à venir de l'Europe. Les institutions européennes sont confrontées au défi et à la responsabilité de remettre notre région sur les rails de la compétitivité. Ce changement est essentiel pour la sécurité économique de l'Europe et sa pertinence dans le nouvel ordre mondial. À ce jour, trente ans après le lancement du marché unique, les entreprises européennes font face à des coûts de mise en conformité croissants, à des obligations de déclaration et à une fragmentation croissante du marché.

C'est la raison pour laquelle la Table ronde des industriels européens (ERT) a réuni une coalition d'associations européennes pour souligner la nécessité d'accorder une nouvelle priorité à l'approfondissement du marché unique en prenant appui sur un recueil («compendium») reprenant plus de 100 obstacles recensés par les associations et les entreprises, dans le but d'influencer la Commission et le Parlement européen après les élections.

Jusqu'à présent les différents textes de la Commission [«Améliorer le marché unique: de nouvelles opportunités pour les citoyens et les entreprises»](#) de 2015, [«Recenser et identifier les obstacles au marché unique» de 2020](#), ou encore les dernières livraisons du [«Rapport annuel sur le marché unique»](#) n'ont pas permis d'améliorer efficacement l'environnement des affaires au sein de l'Union. Quelle en est la principale raison? L'engagement politique et les capacités administratives sont insuffisants pour réaliser des progrès significatifs au sein de la Commission et des États membres. La Table ronde des industriels européens souligne que la volonté de donner un nouvel élan de soutien à une approche structurelle devrait être le principal objectif du rapport de haut niveau d'Enrico Letta sur l'avenir du marché unique et de celui de Mario Draghi sur la compétitivité de l'Union.

Le [«compendium»](#) produit par ERT montre l'ampleur de la fragmentation du marché unique en dressant l'inventaire des nombreux obstacles et charges réglementaires, politiques et administratifs dans de nombreux secteurs économiques, et il propose des solutions concrètes.

Tout comme ce fut le cas lors du moment crucial de 1985, il est essentiel que la Commission prenne l'initiative d'un programme global visant à supprimer les obstacles au marché unique dans un délai ambitieux et avec un calendrier clairement défini. L'objectif devrait être d'évoluer vers un cadre réglementaire plus efficace, simplifié et harmonisé dans les 27 États membres, qui permettra aux entreprises de réduire les coûts inutiles et de libérer les capitaux nécessaires pour investir davantage dans l'innovation et le déploiement des nouvelles technologies et infrastructures nécessaires pour mener à bien la double transition. Il s'agit de l'approche la plus judicieuse pour renforcer durablement la compétitivité de l'Europe.

D'autres organisations d'employeurs ont également produit des rapports similaires. Une nouvelle [étude de Eurochambres](#) menée



© Shutterstock/Viktoria Kurpas

après de plus de 1000 chefs d'entreprise et entrepreneurs dans l'ensemble de l'Union met en évidence une série d'obstacles qui continuent de compromettre la libre circulation au sein du marché unique. Les principaux obstacles commerciaux recensés dans l'enquête — le troisième qu'Eurochambres publie dans le sillage des éditions 2015 et 2019 — comprennent des pratiques contractuelles et juridiques disparates, des règles nationales variables en matière de services et une accessibilité limitée aux informations sur les différentes règles et exigences.

Dans le cadre d'une collaboration entre ERT, BusinessEurope, Eurochambres, Eurocommerce, SMEUnited et DigitalEurope [un appel conjoint en faveur d'un programme global et à long terme pour l'intégration du marché unique](#) a été lancé sous le titre «Exploiter les libertés du traité pour faire de l'Union européenne une puissance économique». L'incapacité à donner corps à un véritable marché unique entrave la compétitivité, la numérisation et la résilience des entreprises et de l'Union. Elle compromet la transition écologique et n'offre ni perspectives ni croissance dont pourraient bénéficier les consommateurs et les travailleurs. Comme le souligne l'appel, cela rend plus pertinente que jamais la déclaration commune de 2022.

Les chiffres cités proviennent du [service de recherche du Parlement européen](#), qui estime que la suppression des obstacles pourrait produire quelque 2,8 milliards d'euros de PIB supplémentaire d'ici à 2032. En outre, dans un modèle d'innovation et de production multinationale offshore, le FMI estime qu'une simple réduction des obstacles internes au sein de l'Union aurait une forte incidence sur le bien-être — environ 7 % du PIB —, et représenterait à la fois les pays innovateurs et les pays manufacturiers de l'Union.

Lorsque les finances publiques sont limitées, cela apparaît d'autant plus important: la suppression des obstacles est neutre sur le plan budgétaire: elle ne nécessite ni nouveaux fonds ni nouvelles subventions.

Par conséquent, l'approfondissement du marché unique et la lutte contre la fragmentation devraient devenir une priorité stratégique et transversale de la prochaine Commission en 2024, en particulier pour faire face à une concurrence mondiale toujours plus forte. Renouveler la dynamique de l'intégration européenne en approfondissant notre marché unique est le moyen le plus pratique de doper la compétitivité européenne, d'améliorer le niveau de vie et d'augmenter les revenus de la population.

Les progrès inégaux dans la double transition des PME compromettent le succès des politiques phares de l'Union européenne

L'indice des PME vertes, numériques et compétitives (Green, Digital and Competitive SME Index), récemment publié par le Conseil de Lisbonne, repose sur deux principes simples. Premièrement, si l'Europe veut atteindre les objectifs ambitieux de la double transition, elle doit veiller à ce que ses entreprises soient compétitives. La concrétisation des objectifs ambitieux de l'Europe en matière de transition environnementale et numérique dépend de la participation active des petites et moyennes entreprises (PME). Deuxièmement, pour transposer des déclarations de principe en actions concrètes dans le cadre de la double transition, cette dernière doit faire l'objet d'un suivi attentif. Tels sont les piliers sur lesquels repose l'indice, l'édition 2023 poursuivant les travaux de l'indice de l'année précédente en y intégrant de nouvelles données et des améliorations s'agissant de la méthodologie.

L'indice vise à suivre les progrès réalisés par les PME dans les transitions numérique et écologique ainsi qu'en matière de compétitivité; il est fondé sur 22 indicateurs et évalue des entreprises des 27 États membres. Il repose sur des statistiques officielles et s'accompagne d'informations qualitatives et d'entretiens avec les PME.

D'une manière générale, on constate une stagnation des performances de l'Europe en ce qui concerne ses objectifs critiques, mais le secteur numérique fait clairement exception à cette inertie: les domaines de la numérisation des PME et du commerce électronique affichent, dans l'ensemble des 27 États membres, une nette amélioration dont le taux s'exprime en nombres à deux chiffres. En parallèle, les progrès réalisés en matière de transition écologique et de compétitivité des PME semblent se maintenir, avec de modestes hausses contrebalancées par de légères diminutions.

Cette vue d'ensemble conduit à un verdict sans appel: l'Europe doit accroître ses efforts dans l'ensemble des secteurs si elle souhaite concrétiser son ambition de parvenir à la neutralité carbone d'ici 2050. Si la numérisation des PME est conforme aux objectifs de la décennie numérique, il n'existe pas de corrélation substantielle entre les performances en matière de compétitivité et la transition écologique, qui engendre souvent des coûts considérables pour les PME. Les décideurs politiques ont le devoir important de réduire cette «prime verte» en réalisant des investissements, en favorisant la libéralisation du marché, en veillant à concevoir des réglementations plus intelligentes et en promouvant l'innovation. Le scénario idéal, à savoir la généralisation et la viabilité économique des technologies vertes, n'est pas encore devenu réalité, en partie parce que l'approche européenne face aux objectifs contraignants et aux sanctions ne s'accompagne pas d'incitations fortes et de stratégies de soutien du marché, comme c'est le cas dans d'autres endroits.

En 2023, la Suède est restée au sommet du classement, occupant la première position en ce qui concerne les initiatives vertes et affichant des progrès substantiels en matière de compétitivité des PME et de transition numérique. À l'avenir, la Suède entend consolider ses réalisations et accomplir de grandes avancées dans des domaines tels que celui des exportations de PME, dans lequel elle se classe actuellement à la 11e place.

Les progrès les plus notables du Danemark, actuellement au deuxième rang, concernent la réduction des émissions de gaz à effet



de serre émanant des PME, ce qui témoigne d'une réduction réelle et durable plutôt que d'une fluctuation temporaire.

Les Pays-Bas figurent quant à eux à la troisième place du classement et, s'ils ont essuyé une légère baisse de la compétitivité des PME, leur économie n'en demeure pas moins robuste, avec un solide secteur de PME exportatrices. Les Pays-Bas et la Suède prouvent tous deux que l'engagement envers les politiques écologiques ne doit pas nécessairement se faire au détriment des performances économiques: la réussite économique peut justement propager des valeurs de responsabilité environnementale à l'échelle mondiale.

L'Allemagne, qui s'est hissée à la dixième place, a enregistré des améliorations dans les domaines de l'adoption du numérique et de la compétitivité des PME, un constat notable sachant que le pays est critiqué pour la lenteur de ses réformes.

Affichant la meilleure progression, l'Italie a gagné cinq places, en dépit de difficultés en matière de compétences numériques et de réduction des émissions.

À l'inverse, la France a chuté à la 19e place et accuse du retard s'agissant de la transition numérique et de la compétitivité, en particulier dans les exportations de PME.

Les économies comme celles de la Slovaquie, de l'Estonie et de la Lettonie affichent un niveau d'exportation élevé en raison de leur plus petite échelle économique, un score qui témoigne de l'importance de transcender les marchés nationaux.

En résumé, des progrès rapides en matière de numérisation donnent à penser que même des objectifs politiques très ambitieux peuvent être atteints, moyennant des conditions de marché favorables. Une adoption rapide des technologies vertes nécessite de les rendre moins coûteuses, moins incertaines et faciles à embrasser, à l'instar des technologies numériques aujourd'hui. Constituer un ensemble de PME exportatrices et à croissance rapide en supprimant les obstacles au marché unique constitue le principal moyen d'atteindre la maturité et l'ampleur requises.

Le rapport complet et les données interactives sont disponibles à l'adresse <https://gdc.lisboncouncil.net/fr/>.

À propos des auteurs:



Tjark de Lange
Trésorier et
co-fondateur, The Lisbon
Council



Cristina Moise
Chercheuse Sénior et
responsable de l'analyse
statistique, The Lisbon
Council



David Osimo
Directeur de recherche,
The Lisbon Council

Agriculture et alimentation en Europe

UN CONTEXTE INSTABLE

Si les acteurs d'un secteur économique donné étaient certains de voir le nombre de leurs consommateurs ou clients passer de 7 milliards actuellement à 10 milliards en 2050, avec la certitude que leurs produits seraient consommés trois fois par jour, ils investiraient dans des scénarios de croissance afin de répondre à une telle demande.

C'est un fait: le système agroalimentaire doit se préparer à répondre à cette demande. Pour ce faire, il doit avant tout savoir dans quelle direction évolue la consommation et apporter des réponses rapides à des situations complexes. Cette adaptation n'a rien d'impossible, et constitue même un impératif. Par l'intermédiaire d'agences telles que la FAO, les Nations unies se font le pionnier de ce changement, avec des résultats incontestables: malgré les effets de la COVID-19 et des crises climatiques, on assiste à une diminution du nombre de personnes en situation de pauvreté absolue et de malnutrition; nous devons continuer de poursuivre cet objectif et faire encore baisser des chiffres qui restent effroyables, tels que les 800 millions d'êtres humains vivant aujourd'hui dans ces conditions.

Il est évident que certains facteurs limitants font obstacle aux mesures visant à répondre à la demande, notamment la rareté des terres agricoles et de l'eau destinée aux systèmes d'irrigation, ainsi que des difficultés d'ordre logistique. En dépit de toutes ces entraves, il convient toutefois de tenir compte d'un aspect prioritaire, à savoir la nécessité de garantir une croissance basée sur des solutions efficaces et durables à moyen et à long terme.

La production et la consommation, en Europe, s'inscrivent dans un système particulier, puisqu'il est à la fois interconnecté et basé sur un marché très ouvert et attrayant, apportant à ses acteurs un pouvoir d'achat, une capacité de consommation et un certain degré de stabilité. Il doit ces atouts à son économie exportatrice et à sa position de chef de file mondial dans le domaine des produits agroalimentaires, à ses grandes entreprises proposant des marques de premier plan et à ses petites et moyennes entreprises qui disposent, grâce à des marques collectives comme les appellations d'origine et les indications géographiques protégées, d'une présence et d'une reconnaissance à l'échelle mondiale.

Nous sommes en présence d'un secteur tellement puissant et doté de perspectives d'avenir tellement prometteuses qu'il occupe la première place des industries manufacturières dans de nombreux États membres de l'UE, un secteur qui s'appuie, en outre, sur l'un des meilleurs systèmes de distribution et sur une énorme capacité de production de l'agriculture et de la pêche. Sachant cela, comment expliquer les ressentis particulièrement négatifs qu'il suscite actuellement?

Comme dans d'autres secteurs économiques, l'obsession réglementaire et, dans le cas présent, le faux protectionnisme nuisent au secteur. Bon nombre de règles en vigueur actuellement, et en particulier celles liées à l'évolution de la PAC, se traduisent par une perte de compétitivité; loin de soutenir les professionnels et les entrepreneurs, elles leur mettent, au contraire, des bâtons dans les roues.



Le pacte vert et la réalisation des objectifs climatiques fixés par l'accord de Paris n'auraient jamais dû poser de problème. Il s'agit de compromis acceptés et partagés par le secteur, pour autant que leur mise en œuvre et leur application s'inscrivent réellement dans l'optique d'un PACTE, et non d'une accumulation de prétendues règles fixées sans consensus. Il est primordial d'envisager des possibilités telles que l'adoption de mesures transitoires ou la recherche d'alternatives viables.

La nécessité des accords d'association se fait toujours sentir; les grands accords commerciaux favorisent à la fois prospérité et développement. L'Europe a besoin de tels partenariats, et nous savons que nous adoptons majoritairement des positions offensives dans le cas de balances commerciales servant nos intérêts, mais il convient d'envisager ces accords avec la réciprocité et les mesures compensatoires qui s'imposent pour les secteurs européens concernés.

À l'heure actuelle, la charge idéologique, le manque de connaissances et la démagogie nous accablent, tandis que le soutien aux entrepreneurs, l'amélioration de la compétitivité, l'ouverture de nouveaux marchés et la protection de ceux existants nous font défaut.

Nous réclamons un soutien sans faille à la recherche. PLUS DE SCIENCE ET MOINS D'IDÉOLOGIE dans tous les domaines, afin de pouvoir travailler dans le contexte délicat du changement climatique. La situation de notre vieille Europe, dans un environnement géopolitique dont le point focal se déplace vers le Sud et le Pacifique, la place en position de faiblesse et réduira sans aucun doute son pouvoir d'influence. La défense de la position de chef de file qu'occupe l'Union européenne nécessite que des décisions soient prises sans tarder; tel est, de notre point de vue, le défi que devront relever les institutions qui entameront, cette année, un nouveau mandat.



À propos de l'auteur:

Josep Puxeu Rocamora

Membre du groupe des employeurs du CESE

Fédération espagnole des industries de l'alimentation et des boissons (FIAB)

Peut-on rester pro-entreprises tout en augmentant les investissements sociaux?

La présidence belge a demandé au CESE d'exprimer son point de vue sur la manière dont des réformes économiques inclusives peuvent, couplées avec des investissements (sociaux), contribuer dans le même temps à créer de la croissance et à pérenniser les systèmes de protection sociale. Il s'agit d'un défi immense, au moment où les règles applicables à la gouvernance des finances publiques (pacte de stabilité et de croissance, Semestre européen) sont en train d'être redéfinies, et où la soutenabilité de la dette reste à cet égard l'objectif premier, et le plus pressant dans certains cas. Cependant, l'objectif du ministre belge des Affaires sociales, Frank Vandenbroucke, est de façonner un "État providence actif".

Dans quelle mesure peut-on investir pour soutenir des logements sociaux plus nombreux et de meilleure qualité, les infrastructures de santé, l'accueil de la petite enfance et le renforcement des compétences, tout en respectant le principe européen de la subsidiarité et sans alourdir la charge fiscale pesant sur les citoyens et les entreprises, déjà sous pression face aux milliards d'euros nécessaires pour mettre en œuvre les transitions écologique et numérique? Il est pris acte, dans l'avis ECO/630, du principe selon lequel la protection sociale requiert des bases économiques saines ainsi que de la nécessité d'apporter la preuve que les mesures proposées contribuent à la productivité et à une compétitivité durable, en plus de participer à la qualité de vie des citoyens et des collectivités en Europe.

Dans son avis, le CESE développe des arguments en faveur d'investissements sociaux productifs, une proposition que l'on retrouve dans les travaux de recherche sur la politique sociale depuis plusieurs années et qui est maintenant examinée par un groupe de travail informel du Conseil associant tous les États membres, et auquel les trois rapporteurs ont été conviés, ce qui leur a permis d'entendre des experts s'exprimer sur cette question. Selon moi, ces derniers partageaient des vues plutôt idéalistes, mais en même temps fondées sur des données fiables, même si les contraintes financières et les sceptiques remettent en question la faisabilité d'une politique qui serait en partie coordonnée au niveau de l'UE. Il est certain que les systèmes de sécurité sociale existant en Europe sont très différents dans leur conception, comme en témoigne le suivi réalisé par l'OCDE sur les taux de remplacement des régimes de retraite ou encore les chiffres d'Eurostat sur la part des dépenses de santé restant à la charge des patients.

Il est clair aussi qu'aucun financement de programmes éligibles par l'UE ne suffira à lui seul pour combler le déficit d'investissements dans les services sociaux. Et il n'y aura pas non plus beaucoup d'États membres disposant d'une marge de manœuvre suffisante sur le plan financier pour concrétiser un tel soutien. Il est important de développer un marché pour des instruments financiers appropriés qui puissent être négociés sur les marchés privés et d'encourager des synergies au moyen de partenariats public-privé bien conçus, à l'image de la garantie d'État offerte par la France, permettant aux investisseurs privés de long terme comme les compagnies d'assurance de financer de nouveaux logements sociaux à faible loyer, mais



© Shutterstock/Party people studio

également à faible consommation d'énergie. L'avis du CESE contient d'autres exemples de bonnes pratiques, comme les crèches qui permettent aux mères¹ de trouver un emploi et aux parents d'avoir plus d'enfants quand ils le souhaitent, des modalités pour relever les niveaux de contribution des générations actuelles aux régimes de retraite complémentaire, ou encore un modèle pour inciter les entreprises dont le bilan en matière de santé et de sécurité sur le lieu de travail est médiocre à améliorer efficacement leurs politiques de prévention. La politique défendue par la présidence belge et par le CESE dans son avis en cours d'élaboration ouvre certainement la voie à de nombreuses autres mesures concrètes dans le domaine des réformes structurelles et à des investissements ciblés.

Mais ce n'est pas uniquement aux pouvoirs publics et aux entreprises — là aussi dans le cadre du dialogue social — que revient la charge de combler toutes les lacunes: les citoyens doivent eux aussi être conscients des risques auxquels ils sont exposés et des occasions qu'ils peuvent saisir. Une attention particulière doit être portée à l'insertion dans des emplois de qualité de ceux qui sont actuellement hors du marché du travail, et à la manière dont on peut les inciter à préparer leur avenir financier et à se prémunir contre la perte de revenus grâce aux efforts qu'ils sont en mesure de consentir maintenant, plutôt que de devoir s'en remettre à l'aide publique par la suite, alors même que le nombre de cotisants, c'est-à-dire la population active, est amené à baisser.

Le contenu de cet avis ne surprendra pas ceux qui observent attentivement l'évolution du cadre d'évaluation et d'orientation de la gouvernance économique des États membres au titre du Semestre européen, l'efficacité des instruments mis en place à l'échelle de l'UE dans des contextes de crise, ou le suivi concret donné au socle européen des droits sociaux. L'UE devra faire des choix, au début de la prochaine législature, pour mieux se préparer à des bouleversements à venir et restaurer la confiance dans un contrat social qui, l'espère-t-on, sera pérenne et assis sur une base économique viable.



À propos de l'auteur:

Wauthier Robyns de Schneidauer

Rapporteur de l'avis ECO/630 "[Stimuler une croissance inclusive à long terme au moyen de réformes et d'investissements](#)"

Membre du groupe des employeurs du CESE

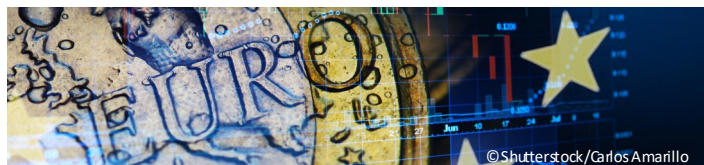
Stratégie européenne en matière de sécurité économique ASSEOIR LE RÔLE DE FIGURE DE PROUE DE L'EUROPE AU NIVEAU MONDIAL

Dans l'actuel contexte géopolitique difficile, la Commission européenne a fait un pas dans la bonne direction en abordant les mesures de sécurité économique de manière globale et exhaustive dans sa communication sur la «Stratégie européenne en matière de sécurité économique». Les employeurs se félicitent que le document évalue non seulement les menaces, les risques et les vulnérabilités, mais invite également à analyser et à exploiter les possibilités qu'offrent ces défis mondiaux. Ce qui est clair, c'est que nous ne pourrions nous appuyer sur les atouts de l'Union que si nous accordons la priorité à sa compétitivité.

La sécurité économique globale de l'UE dépend de nombreux facteurs. La sécurité de l'énergie et des matières premières est essentielle, car elle est cruciale pour toutes les industries. Des systèmes numériques sûrs et des capacités numériques solides jouent aussi un rôle de plus en plus important, dans la mesure où la numérisation touche l'ensemble de l'économie et de la société.

Il est par ailleurs urgent d'achever l'union des marchés des capitaux et l'union bancaire, l'UE étant toujours à la traîne par rapport à ses principaux concurrents. L'Union doit garantir un accès stable au financement, éviter les dépendances excessives à l'égard de l'étranger et supprimer les obstacles existants tout en s'abstenant de prendre de nouvelles mesures qui compromettent l'accès au financement privé. L'Union doit aussi garantir un financement public adéquat, en accordant la priorité aux investissements dans les infrastructures, la recherche et l'innovation, ainsi que dans l'éducation et la formation.

Afin d'améliorer les possibilités de diversification des chaînes d'approvisionnement et d'expansion des marchés de produits, il convient de tirer pleinement parti des accords de commerce et d'investissement. En outre, les négociations commerciales en cours devraient être conclues rapidement, de même que le lancement de nouvelles négociations avec de nouveaux partenaires potentiels. Il s'impose d'effectuer un contrôle de la compétitivité lorsque des dispositions particulières relatives aux entreprises sont établies. Le renforcement des systèmes commerciaux multilatéraux fondés sur des règles et des accords mondiaux, des partenariats thématiques bilatéraux et plurilatéraux, ainsi que des partenariats avec les pays en développement devrait aussi être une priorité pour l'Union. Grâce à la coopération internationale, l'UE peut non seulement réduire les confrontations et ses propres dépendances critiques, mais aussi accroître les avantages mutuels et les engagements des autres économies à nouer des partenariats avec l'Union.



Si le partenariat proactif doit être considéré comme le principal moyen de renforcer la sécurité économique de l'UE dans les relations internationales, il est nécessaire de prendre des mesures décisives de riposte et de protection lorsque des pays tiers font peser un risque sur la sécurité économique de l'Union en recourant à des mesures liées au commerce, aux investissements ou à la coopération technologique. Les responsables politiques de l'UE doivent renforcer, au moyen de politiques nationales et d'une diplomatie active, les conditions qui font émerger, encouragent et soutiennent les entreprises européennes, y compris les micro, petites et moyennes entreprises, à gérer les risques géoéconomiques liés à leurs activités, et à veiller à ce que les mesures politiques n'entraînent pas de coûts ou d'obstacles disproportionnés pour elles. Il est essentiel d'associer étroitement les entreprises de l'Union à l'identification et à l'évaluation des risques, des possibilités et des mesures en matière de sécurité économique.

Enfin, il est nécessaire de renforcer les synergies entre les États membres et de créer des avantages sur tout le territoire de l'Union, contribuant ainsi à son unité, à sa force mondiale et à sa sécurité économique globale.

En conclusion, le fait que la Commission mette l'accent sur une stratégie globale et exhaustive en ce qui concerne la sécurité économique constitue une étape importante sur la voie qui vise à asseoir le rôle de l'Europe en tant que figure de proue en la matière à l'échelon mondial. Pour y parvenir, les investissements dans l'innovation, le développement des compétences et les capacités industrielles sont indispensables pour renforcer la productivité et la compétitivité et réduire les dépendances critiques. Dans le même temps, les entreprises de l'UE devraient être associées, en tant que pionnières, à la mise en œuvre de la stratégie en matière de sécurité économique.



À propos de l'auteur:

Milena Angelova

Rapporteur de l'avis REX/579 «Stratégie européenne en matière de sécurité économique»

Membre du groupe des employeurs du CESE

Éditrices

Daniela Vincenti | daniela.vincenti@eesc.europa.eu

Katharina Radler | katharina.radler@eesc.europa.eu

LE CESE N'EST PAS RESPONSABLE DU CONTENU DES SITES INTERNET EXTERNES

Contact

Comité économique et social européen, 99 Rue Belliard, 1040 Bruxelles

Tel. +32 (0) 2 546 82 07 | Fax: +32 (0) 2 2 546 97 54

gr1@eesc.europa.eu • www.eesc.europa.eu/employers-group

© Union européenne, 2024

Toute utilisation ou reproduction de chacune des photographies ou illustrations est soumise à une autorisation préalable à demander directement aux détenteurs de leurs droits d'auteur.